

Sécurisation des frontières terrestres et maritimes en Afrique

Face à un paysage de menaces complexe, les autorités frontalières ont besoin d'équipement adaptés pour vérifier l'identité de chaque personne et assurer une gestion efficace des frontières.

VOYAGE

POSTÉ LE 20.01.22

Au cours des trente dernières années, les progrès technologiques et la mondialisation ont considérablement stimulé les économies internationales. La communication est plus rapide que jamais, les voyages plus faciles et de moins en moins stressants. Toutefois, cette facilité à voyager a également ouvert des possibilités au crime organisé et aux personnes mal intentionnées. La simplicité avec laquelle les individus peuvent franchir les frontières oblige les gouvernements à mettre en place des mesures de sécurité drastiques pour **protéger leur pays, leurs citoyens et les espèces animales** des menaces potentielles. Pour gérer cette situation les autorités frontalières doivent disposer des équipements appropriés pour vérifier efficacement l'identité de chaque personne.

La croissance des économies africaines et son impact sur ses frontières

D'un point de vue historique, les Africains ont eu une longue tradition de vie en communautés au sein de vastes territoires. La matérialisation de délimitations telles que les frontières n'était pas un sujet d'intérêt pour eux. Cet **état d'esprit de libre circulation** s'est maintenu à travers les décennies et il est courant que les individus se rendent quotidiennement dans les pays voisins pour y travailler. Ces **échanges de main-d'œuvre** ont aidé les marchés africains à prospérer, c'est pourquoi il n'est pas surprenant que le continent compte en son sein certaines des économies du monde à la croissance la plus rapide et dont le PIB augmente le plus fortement. Selon le NASDAQ, les pays suivants font partie des dix économies avec le plus fort potentiel de croissance: Éthiopie, Rwanda, Côte d'Ivoire, Djibouti et Sénégal.[1]

Les **déplacements transfrontaliers** sont si courants qu'une autoroute de 443 km a été construite entre Enugu au Nigeria et Bamenda au Cameroun. La route comprend un pont de 100 m sur la rivière Munaya au Cameroun et un pont de 230 m sur la rivière Cross entre les deux pays. En outre, le nouveau poste frontalier, qui est toujours en construction, facilitera la circulation des personnes et des biens entre les deux pays. L'objectif de ce projet de 430 millions de dollars est de renforcer le commerce et la coopération entre les pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), en particulier entre le Cameroun et le Nigeria.

La **Zone de Libre-Echange Continentale** (ZLEC), ou *African Continental Free Trade Area* (AfCFTA) en anglais, a été mise

en place en 2019 pour encourager la libre circulation des biens et des personnes. L'objectif de cet accord pour les Etats membres est de diminuer les taxes de 90% sur les biens et d'autoriser le libre accès aux transports, aux biens et aux services dans le continent. La création d'un marché unique stimulera le commerce intérieur africain et permettra d'accroître la compétitivité de l'économie des Etats membres au sein même de l'Afrique et du marché mondial. L'accord de libre-échange a mis en place un cadre vertueux pour promouvoir la croissance économique en Afrique, il favorisera à l'avenir la libre circulation des personnes, **avec une incidence, de fait, sur les processus de contrôle aux frontières**.

L'Afrique est le seul continent au monde à avoir créé et mis en place des **passeports régionaux** afin de faciliter la libre circulation. En 1999, la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) a lancé son passeport régional et a récemment lancé le processus de délivrance de passeports électroniques de la CAE qui contiennent des éléments d'identification numériques. En 2000, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a également lancé son passeport régional. En outre, 15 États membres de la CEDEAO ont introduit des cartes d'identité nationales et prévoient de lancer une carte biométrique qui servira de document de voyage dans la région.

Cette libre circulation rend les frontières vulnérables, dans la mesure où empêcher les gens d'entrer ou de sortir d'une zone n'était pas initialement une priorité. Ces derniers temps, l'utilisation abusive de ces frontières ouvertes a entraîné l'apparition de crimes transfrontaliers et une instabilité dans plusieurs régions d'Afrique. Face à cet état de fait, le **renforcement de la sécurité des frontières s'impose** et des mesures de protection doivent être mises en place pour lutter contre toute activité pouvant faire courir un danger aux personnes et aux biens, ou mettre le pays en péril.

De plus, de récents troubles politiques et le changement climatique ont causé le déplacement forcé d'un grand nombre d'Africains hors de leurs foyers. Quatre-vingt-quinze pour cent des personnes déplacées restent sur le continent africain. L'un des principaux effets de ce déplacement de population est le développement d'un marché lucratif portant sur le trafic d'êtres humains le long de la route transsaharienne. Les gouvernements africains ont besoin d'aide pour faire face aux menaces qui s'accumulent, qu'il s'agisse de l'immigration clandestine ou du trafic transfrontalier de substances illicites, tout en maintenant des frontières sûres.

Renforcer la sécurité aux frontières terrestres et maritimes

En Afrique, les populations utilisent le plus souvent les transports terrestres et maritimes, faisant de ces frontières une priorité en matière de sécurité pour les gouvernements locaux. Aujourd'hui, **les frontières terrestres et maritimes** ne sont pas aussi bien équipées que les aéroports. En effet, il est beaucoup plus complexe pour les autorités d'y effectuer des contrôles efficaces, ce qui entraîne de longs délais et files d'attente. Les frontières terrestres sont fréquentées par des piétons, des voitures, des camions, des motocyclettes, des bus et des trains. Chaque passager doit être contrôlé aux différents points de passage frontaliers qui **varient considérablement en termes d'infrastructures et de ressources**. Il en va de même pour les frontières maritimes ; les personnes peuvent entrer ou sortir d'un pays à bord de différents types de navires, ce qui, dans le contexte de sécurité actuel, rend caduque toute approche unique.

Actuellement, les frontières terrestres et maritimes ne disposent pas d'un ensemble de règles normalisées pour la vérification des passagers. Aucune procédure n'explique comment les voyageurs doivent être contrôlés ni quelles informations ils doivent fournir au préalable pour entamer le processus de vérification. En raison de ce manque d'instructions, il est très difficile de s'assurer que toutes les autorités frontalières suivent les mêmes règles et que le protocole de sécurité le plus strict est appliqué.

Le plus souvent, la technologie utilisée aux postes frontières terrestres et maritimes est dépassée et impossible à adapter aux personnes qui traversent la frontière par différents moyens de transport. En conséquence, les postes-frontières terrestres et maritimes ne sont plus en mesure de gérer le flux croissant de personnes. Les gouvernements ont besoin de solutions leur permettant de sécuriser efficacement les frontières tout en fluidifiant les contrôles pour les voyageurs.

La technologie la plus récente pour la vérification des passagers

Aujourd'hui, un vaste éventail de systèmes et de procédures peut être utilisé pour permettre aux gouvernements

d'identifier les menaces transfrontalières. La collecte de données constitue l'un des éléments utilisés pour sécuriser les frontières. Cette collecte de données passagers, aussi minime soit-elle, contribue à établir un profil de voyageur. Le croisement de ces données avec les habitudes de voyage et les listes de surveillance permet à la fois aux fonctionnaires de détecter les profils suspects qui nécessitent une vérification plus approfondie, et aux voyageurs de bonne foi de franchir la frontière sans encombre. Dans ce but, certaines autorités frontalières ont commencé à **collecter des informations préalables sur les passagers** auprès des autocars et des transporteurs maritimes. Certains Etats d'Amérique latine demandent, par exemple, aux ferrys de fournir des informations sur les passagers à leur bord.

En outre, **un système national ou même régional d'entrée/sortie** donne un aperçu de l'identité de chaque personne ayant pénétré ou quitté une zone. Si un voyageur est signalé comme une menace à une frontière spécifique, cette personne sera empêchée d'entrer à un autre point, ce qui réduira le risque. L'utilisation d'une technologie interconnectée permettant de communiquer au niveau national ou régional est essentielle pour sécuriser les frontières.

La libre circulation est vitale pour les gouvernements africains et la grande majorité des personnes traversant quotidiennement les frontières sont des voyageurs de bonne foi qui, souvent, se rendent sur leur lieu de travail. Pour accélérer le processus de passage des frontières, **un programme d'enregistrement des voyageurs fréquents** pourrait s'avérer extrêmement bénéfique. Une fois enregistrés puis contrôlés, les navetteurs bénéficieraient d'une file dédiée pour un passage accéléré à la frontière.

Moderniser les infrastructures à l'aide de solutions biométriques aux frontières

Aujourd'hui plus que jamais, la sécurité est une préoccupation pour tous les gouvernements du monde, et la sécurité des frontières n'est pas négociable. Grâce à la technologie biométrique automatisée la plus récente, non seulement les frontières sont sûres, mais le processus de vérification de l'identité des voyageurs s'avère rapide et efficace.

Chaque pays/région et chaque frontière, notamment en Afrique, a ses propres spécificités et nécessite donc l'équipement biométrique le mieux adapté à son environnement. Le marché offre actuellement un vaste éventail de solutions biométriques ; par exemple, les **guichets manuels** sont idéaux pour l'enregistrement des voyageurs, tandis que les **eGates** sont mieux adaptés aux grands points de passages frontaliers. Quant aux **appareils portatifs connectés**, ils sont parfaits pour les espaces confinés tels que les bus et les trains, car ils permettent aux gardes-frontières de vérifier l'identité des passagers en allant à leur rencontre.

Dans un avenir proche, la puissance économique de l'Afrique devrait continuer à se renforcer d'année en année, ce qui encouragera sans aucun doute une part encore plus importante de sa population à chercher du travail dans les pays voisins. L'utilisation aux frontières de solutions biométriques de haute technologie permettra aux voyageurs de traverser les frontières sans encombre, et contribuera à faire de l'Afrique une réelle plateforme économique.

---

[1] World Bank's Global Economic Prospects June 2019
